

# Document de position de Regions4 pour la COP30

## Les gouvernements infranationaux mènent une action climatique concrète

De l'Amazonie aux Alpes, de la Méditerranée à la Forêt atlantique, les régions sont à la pointe des solutions pour le climat et la nature.

### Le rôle essentiel des gouvernements infranationaux

**La science est claire :** nous sommes engagés sur une voie dangereuse. Le rapport 2024 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions prévient que, sans action urgente, le monde se dirige vers une hausse de 2,6 à 3,1 °C au cours de ce siècle. Chaque fraction de degré aggrave les impacts climatiques, creuse les inégalités et érode la résilience et notre capacité d'adaptation.

**L'adaptation n'est plus une option.** C'est un impératif mondial. Pourtant, le rapport 2024 du PNUE sur l'écart entre les besoins en matière d'adaptation révèle un déficit de financement décuplé, avec des besoins annuels compris entre 187 et 359 milliards de dollars. L'objectif de 1 300 milliards de dollars fixé lors de la COP29 pour financer l'adaptation reste non atteint. Pour combler ce déficit, il est nécessaire de doter les collectivités territoriales (États, régions et provinces) des ressources et de l'autorité nécessaires pour apporter des solutions là où elles sont le plus nécessaires.

**La nature est notre plus grande alliée.** Le développement des solutions fondées sur la nature et la restauration des écosystèmes sont essentiels à l'adaptation, à l'atténuation et à la résilience. Les gouvernements infranationaux sont particulièrement bien placés pour piloter cette intégration, en gérant les terres, l'eau, les forêts, les côtes, les infrastructures et les services publics. Leurs actions incarnent le « mutirão », le principe d'effort collectif et communautaire défendu par la présidence brésilienne de la COP30.

**2025 est une année décisive.** Prochaine série de Contributions déterminées au niveau national (CDN), 10e anniversaire de l'Accord de Paris et de [RegionsAdapt](#), et mise à l'épreuve de l'engagement mondial à combler les déficits d'adaptation et de financement. C'est le moment de reconnaître les collectivités territoriales comme des partenaires indispensables pour concrétiser leurs ambitions. Un avenir juste, résilient et respectueux de la nature dépend de leur leadership.

### Lors de la COP30, Regions4 appelle les Parties à :

- 1 Intégrer les gouvernements infranationaux dans la planification et la mise en œuvre de la lutte contre les changements climatiques
- 2 Faire de l'adaptation un impératif mondial non négociable
- 3 Investir dans la nature – notre meilleure alliée pour le climat et la résilience
- 4 Donner un accès direct au financement climatique pour l'action infranationale
- 5 Réformer l'architecture climatique mondiale pour institutionnaliser le leadership infranational

## Messages clés de Regions4 pour la COP30

### 1. Intégrer les gouvernements infranationaux dans la planification et la mise en œuvre de la lutte contre les changements climatiques

À l'approche de la COP30, le monde se trouve à un tournant décisif. La prochaine génération de plans climat nationaux doit dépasser les ambitions symboliques et atteindre des résultats à grande échelle : accélérer le développement des énergies renouvelables, réduire les gaz à effet de serre, éliminer progressivement les combustibles fossiles, transformer les infrastructures et les transports, restaurer les écosystèmes et renforcer l'adaptation en renforçant les capacités, la résilience et la réduction de la vulnérabilité. Comme le reconnaît l'article 7.2 de l'Accord de Paris, l'adaptation englobe les niveaux local, infranational, national, régional et international ; les engagements nationaux doivent donc être ancrés dans les réalités territoriales.

Les États, les provinces et les régions détiennent des mandats fondamentaux en matière de terres, d'eau, de forêts, d'énergie et d'infrastructures ; ils fédèrent les communautés et les entreprises, et renforcent l'action municipale. Leur proximité avec les populations et les actifs permet à l'ambition nationale de se traduire par une décarbonation et une résilience concrètes. **Libérer tout le potentiel d'une gouvernance inclusive et multiniveaux est essentiel pour combler le fossé entre ambition et mise en œuvre, et pour bâtir un avenir résilient, équitable et respectueux de la nature.** Concrètement, cela signifie que les gouvernements infranationaux doivent être pleinement intégrés à la conception, à l'évaluation et à la mise en œuvre des engagements climatiques nationaux, avec des rôles, des ressources et des responsabilités clairement définis.

#### Ce que nous demandons :

- Intégrer la participation des gouvernements infranationaux dans la conception, l'examen et la mise en œuvre des engagements nationaux tels que les CDN, les PNA et les SPANB.
- Reconnaître, renforcer et institutionnaliser l'intégration verticale et les approches pangouvernementales. L'initiative [Coalition pour des partenariats multiniveaux ambitieux \(CHAMP\)](#) offre une plateforme essentielle pour promouvoir cette intégration verticale.



#### #RegionsVoice

Découvrez comment les régions jouent un rôle moteur dans la **gouvernance à plusieurs niveaux** grâce à notre campagne #RegionsVoice :

- ◆ **Brésil** : La nouvelle Contribution Déterminée au Niveau National (CDN) du Brésil reconnaît le rôle clé des États dans l'action climatique grâce au fédéralisme. Plusieurs initiatives renforcent l'ambition actualisée de la CDN du pays. Au niveau national, le programme *AdaptaCidades (2025)* aide les États et les municipalités à élaborer des plans d'adaptation locaux et régionaux. À Rio de Janeiro, *Ambiente Resiliente et Rio Inclusivo e Sustentável* encouragent la collaboration entre les niveaux régional et national en matière d'action pour le climat et la nature.
- ◆ **Équateur** : Les 23 provinces du Consortium des gouvernements provinciaux autonomes de l'Équateur (CONGOPE) ont élaboré des feuilles de route provinciales d'action climatique alignées sur les CDN et les PNA du pays, montrant une mise en œuvre à plusieurs niveaux.
- ◆ **Kenya** : Le programme de Financement de l'action climatique menée localement (FLLoCA) assure des transferts prévisibles du budget national directement vers les comtés, avec une législation et une planification participative garantissant une adaptation pilotée par les communautés locales.



## 2. Faire de l'adaptation un impératif mondial non négociable

**L'adaptation au changement climatique n'est plus une option : c'est un impératif mondial.** Face à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, l'adaptation est essentielle pour protéger les vies, les moyens de subsistance et les écosystèmes, tout en préservant une résilience équitable et la justice climatique. **Pourtant, cet impératif ne se reflète pas dans les priorités politiques.**

L'adaptation reste à la traîne par rapport à l'atténuation en termes de soutien global. En 2023, seulement 3,4 % environ des flux financiers mondiaux consacrés au climat ont été consacrés à l'adaptation, et le rapport 2024 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les besoins en matière d'adaptation révèle un déficit de financement presque décuplé. **Ce constat se produit malgré les données probantes montrant que chaque dollar investi dans l'adaptation génère plus de 10 dollars de bénéfices** : dommages évités, infrastructures résilientes, communautés plus saines, création d'emplois et écosystèmes plus robustes (WRI, 2025).

Depuis la COP28, le Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale a tracé la voie à suivre pour concrétiser l'adaptation, en se concentrant sur sept systèmes clés (eau, alimentation, santé, écosystèmes, infrastructures, moyens de subsistance, patrimoine culturel) et en appelant à un engagement tout au long du cycle d'adaptation. **Les gouvernements infranationaux mènent déjà ces efforts**, en utilisant leurs pouvoirs législatifs lorsqu'ils sont disponibles, en évaluant les risques, en co-conçu et en mettant en œuvre des plans d'adaptation, en intégrant l'adaptation dans la planification sectorielle et territoriale, et en déployant les solutions fondées sur la nature (SfN). **Il est temps de formaliser ce rôle.**

Une inclusion significative dans le cadre de l'Objectif Mondial d'Adaptation (GGA) garantirait que **les cibles mondiales soient traduites en stratégies locales pertinentes, anticipatives et justes, tandis que les progrès sont suivis là où ils sont réalisés.**

### Ce que nous demandons :

- **Réaffirmer l'adaptation comme une priorité essentielle, au même niveau que l'atténuation**, avec un financement accru à la hauteur des besoins et appuyée par des objectifs et indicateurs mondiaux mesurables
- **Suivre le rôle essentiel des gouvernements infranationaux dans le renforcement de la résilience**, en surveillant officiellement leur contribution au moyen d'indicateurs d'adaptation dédiés au niveau local dans le cadre du Programme de travail Émirats arabes unis-Belém (*UAE-Belém Work Programme*).
- **Promouvoir une adaptation fondée sur la nature, anticipative, juste et menée localement**, à travers des stratégies qui donnent la priorité aux communautés et aux écosystèmes vulnérables.



## #RegionsVoice

Découvrez comment les régions prennent l'initiative en matière d'adaptation grâce à notre campagne #RegionsVoice :

- ◆ **Pays Basque (Espagne)** : Une évaluation basée sur des données réalisée dans le cadre du projet Kostaegoki a révélé 5,2 milliards d'euros de pertes côtières potentielles sans action, plaidant ainsi en faveur d'investissements urgents et réaffirmant l'adaptation comme une priorité essentielle.
- ◆ **Catalogne (Espagne)** : L'Indicateur mondial d'adaptation (IGA), un système de suivi comprenant 74 indicateurs, dont la justice climatique, démontre comment les contributions infranationales peuvent être mesurées et intégrées dans des cadres mondiaux comme le programme de travail Émirats arabes unis-Belém.
- ◆ **Gauteng (Afrique du Sud)** : Le Programme de bassin versant résilient de Kaalspruit est un partenariat financé par la Banque mondiale qui lutte contre la pollution, les inondations et l'érosion du fleuve Kaalspruit. Il favorise l'adaptation au changement climatique grâce à des systèmes d'alerte aux inondations, la réparation des infrastructures et la restauration des écosystèmes.
- ◆ **Lombardie (Italie)** : La région a lancé la première loi régionale climatique en Italie, intégrant l'atténuation et l'adaptation dans tous les secteurs, créant un cadre juridique cohérent qui intègre l'adaptation sur un pied d'égalité avec l'atténuation.
- ◆ **Paraná (Brésil)** : L'initiative Selo Clima sert de registre public des émissions de gaz à effet de serre de l'État. Elle reconnaît l'action climatique des entreprises, en reliant les plans d'atténuation et d'adaptation, et montre comment les progrès locaux peuvent être officiellement suivis grâce à des indicateurs dédiés.
- ◆ **Québec (Canada)** : Le Plan de protection contre les inondations est un programme de 479 millions de dollars canadiens combinant des outils de cartographie, de réglementation, de planification résiliente et de communication - un exemple de stratégies d'adaptation anticipatives qui donnent la priorité aux communautés vulnérables.

## RegionsAdapt : une décennie d'engagement transformé en action



Les gouvernements infranationaux œuvrent déjà à la réalisation de l'impératif mondial d'adaptation. Grâce à RegionsAdapt, l'initiative climatique phare de Regions4, les États et les régions traduisent leur ambition en résilience mesurable.

Depuis 2021, 41 régions rendent compte régulièrement via CDP, montrant des progrès constants :

- 73 % disposent désormais de stratégies climatiques incluant l'adaptation (contre 59 % en 2016)
- 68 % ont réalisé des évaluations des risques et de la vulnérabilité
- En 2024, les membres ont signalé 257 mesures d'adaptation, dont 63 montrent déjà des résultats mesurables – atteignant et protégeant plus de 209 millions de personnes dans le monde.

Dix ans plus tard, [RegionsAdapt](#) démontre que lorsqu'ils sont habilités, les gouvernements infranationaux font de l'adaptation non seulement une priorité mondiale, mais une réalité vécue.



### 3. Investir dans la nature – notre meilleure alliée pour le climat et la résilience

La nature est notre meilleure alliée face à la crise climatique. Des écosystèmes sains fournissent nourriture, eau, stockage de carbone et protection naturelle contre les catastrophes, tout en préservant les moyens de subsistance et l'identité culturelle. Pourtant, **les écosystèmes continuent de se dégrader à un rythme alarmant, compromettant à la fois l'atténuation et l'adaptation.**

Le développement des solutions fondées sur la nature (SfN) – de la reforestation et de la restauration des zones humides à l'agriculture régénératrice et à la protection des côtes – est l'un des moyens les plus rentables de renforcer la résilience, de préserver la biodiversité et d'offrir de multiples avantages connexes aux populations et à la planète. **Les collectivités territoriales sont particulièrement bien placées pour piloter cette intégration, compte tenu de leurs compétences en matière de terres, de forêts, d'eau et d'aménagement du territoire.**

La COP30 à Belém, au cœur de l'Amazonie, doit être considérée comme un tournant pour le climat et la nature – où une action intégrée assure la résilience des populations et de la planète.

#### Ce que nous demandons :

- **Élever la nature et les solutions fondées sur la nature** au rang d'élément central des stratégies d'atténuation et d'adaptation dans le cadre des résultats de la COP30.
- **Veiller à ce que les futurs CDN, PAN et SPANB incluent des objectifs mesurables** en matière de solutions fondées sur la nature et de restauration des écosystèmes.
- **Mobiliser des financements dédiés aux solutions fondées sur la nature au niveau infranational**, avec des canaux d'accès direct pour les gouvernements régionaux.
- **Aligner le financement climatique sur le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal** afin de relier les programmes sur le climat et la nature.



#### #RegionsVoice

Découvrez comment les régions sont à l'avant-garde des **solutions fondées sur la nature** grâce à notre campagne #RegionsVoice :

- ◆ **Brésil** : Le pays est un pionnier de la conservation de la forêt atlantique, un biome qui abrite 70 % de sa population dans 17 États. Rio de Janeiro, Minas Gerais et São Paulo restaurent la forêt par l'intermédiaire de *Conexão Mata Atlântica*, avec un investissement de 31,5 millions de dollars dans 973 contrats de services environnementaux, protégeant ainsi 6 575 hectares de forêt.
- ◆ **Californie (États-Unis)** : L'initiative *30x30 de Californie* vise à préserver 30 % des écosystèmes terrestres et océaniques afin de renforcer la biodiversité et la résilience climatique.
- ◆ **Équateur** : Les provinces de Pastaza et de Zamora Chinchipe sont pionnières dans la mise en œuvre de plans *REDD+* infranationaux qui combinent leadership autochtone et égalité des sexes pour favoriser une conservation des forêts inclusive et menée par la communauté et une transition verte juste.

## 4. Donner un accès direct à la financement climat pour l'action infranationale

Lors de la COP29 (Bakou, 2024), les Parties ont convenu d'un nouvel objectif collectif chiffré d'au moins 300 milliards de dollars par an pour les pays en développement d'ici 2035, ainsi que d'une feuille de route de Bakou à Belém visant à mobiliser 1 300 milliards de dollars par an en financements publics et privés d'ici 2035. **Ces montants importants ne porteront leurs fruits que si les financements atteignent les territoires en premières lignes.** Aujourd'hui, seuls 17 % des financements d'adaptation entre 2017 et 2021 ont soutenu la résilience locale, ce qui limite la mise en œuvre de solutions efficaces pour le climat et la nature (PNUE).

**Les gouvernements infranationaux sont au coeur de la solution, contribuant à hauteur de 70 % aux investissements publics liés au climat dans les pays de l'OCDE et attirant des cofinancements (OCDE).** Pourtant, des obstacles systémiques freinent leur plein potentiel, notamment une reconnaissance limitée dans les stratégies nationales, un accès restreint aux financements directs et des exigences complexes imposées par les donateurs, qui bloquent souvent le soutien aux projets en phase de démarrage.

**La COP30 est une occasion décisive pour lever ces obstacles en décentralisant le financement et en renforçant les conditions favorables :** instruments financiers simplifiés, systèmes de données localisés et portefeuilles de projets prêts à l'investissement.

### Ce que nous demandons :

- **Décentraliser le financement climatique vers le niveau infranational**, en reconnaissant les régions, les États et les provinces comme des partenaires essentiels et en privilégiant les solutions infranationales économiquement viables, justes et résilientes.
- **Garantir un financement direct pour les gouvernements infranationaux**, en ouvrant des fenêtres d'accès pour les gouvernements infranationaux dans le cadre du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation, et en augmentant d'autres fonds bilatéraux et investissements philanthropiques.
- **Créer des plateformes nationales de financement infranational** pour développer, financer et suivre des projets locaux bancables, en recherchant et en élevant des projets axés sur la résilience juste.



### #RegionsVoice

Découvrez comment les régions jouent un rôle moteur dans le **financement climatique** grâce à notre campagne #RegionsVoice :

- ◆ **Catalogne (Espagne)** : Le Fonds pour le climat de Catalogne a levé plus de 380 millions d'euros grâce aux taxes vertes, finançant directement des projets climatiques des municipalités, des PME, de la recherche et des citoyens.
- ◆ **Minas Gerais (Brésil)** : La banque de développement de l'État (BDMG) mobilise 400 millions de dollars, émet des obligations durables et crée un Fonds climatique pour les projets infranationaux.
- ◆ **Paraná (Brésil)** : L'initiative ICMS Ecológico, créée au Paraná en 1991, s'est désormais étendue à 17 États, redistribuant une partie de leurs recettes fiscales aux municipalités selon des critères de conservation et d'environnement, créant des incitations à l'adaptation locale, aux services écosystémiques et à l'utilisation durable des terres.



- ◆ **Québec** : La province a versé 400 millions \$CA à ses municipalités pour l'adaptation et plus de 30 millions \$US en revenus carbone dans des projets d'adaptation à l'étranger par l'intermédiaire de son Programme de coopération internationale sur le climat, qui comprend 65 projets en Afrique et dans les Caraïbes.
- ◆ **São Paulo (Brésil)** : L'initiative Finaclima-SP est une plateforme de financement mixte combinant des capitaux publics, privés et philanthropiques pour la restauration et la résilience à grande échelle, visant à restaurer 37 500 ha d'ici 2026 et 1,5 million d'ha d'ici 2050.
- ◆ **Écosse** : L'Écosse a été le premier gouvernement décentralisé à allouer des fonds aux pertes et dommages, mobilisant 10 millions de livres sterling pour la justice climatique et soutenant les communautés d'Asie, d'Afrique et du Pacifique. Son Plan d'adaptation 2024 réaffirme cet engagement grâce à une approche territoriale fondée sur l'équité, l'inclusion et la justice.

## 5. Réformer l'architecture climatique mondiale pour institutionnaliser le leadership infranational

La gouvernance multiniveau est essentielle pour intensifier l'action climatique et garantir qu'elle soit inclusive, participative et ancrée dans les réalités territoriales. L'Accord de Paris reconnaît que l'action s'étend à tous les niveaux (articles 7.2, 7.5 et 11.2), mais les processus de la CCNUCC n'intègrent toujours pas systématiquement les données probantes et le leadership territorial dans les principaux domaines d'action (cycles de planification nationale, Bilan mondial, financement).

Parce qu'ils collaborent directement avec les communautés et les citoyens locaux, les gouvernements infranationaux sont indispensables à la mise en œuvre de solutions transformatrices au rythme et à l'échelle requis. Leurs contributions doivent donc être prises en compte et entendues. **La COP30 devrait moderniser son architecture afin que les contributions infranationales soient systématiquement saisies, enregistrées et utilisées pour orienter les négociations, les orientations de mise en œuvre et la responsabilisation, tout en respectant pleinement le processus décisionnel des Parties.**

### Ce que nous demandons :

- **Établir un mécanisme formel d'action à plusieurs niveaux dans le document final de la COP30 de Belém** pour renforcer la collaboration entre les gouvernements nationaux et infranationaux à travers le lancement d'un programme de travail dédié de la CCNUCC sur l'action climatique à plusieurs niveaux, en collaboration avec les gouvernements locaux et infranationaux dans la perspective du Bilan mondial de 2028.
- **Accélérer les synergies entre le Nouvel Agenda urbain et l'action climatique mondiale**, en s'appuyant sur les décisions passées de la CCNUCC et sur le prochain rapport spécial du GIEC sur les villes (2027).
- **Intégrer une action à plusieurs niveaux dans tous les domaines de négociation** – y compris le financement, l'adaptation et les pertes et dommages – en veillant à ce que l'opérationnalisation du réseau de Santiago, du Fonds L&D et des résultats du dialogue des Émirats arabes unis se traduisent par une action collaborative au niveau du terrain.
- **Renforcer le programme d'action de la COP30 et le Forum des dirigeants locaux en tant que plateformes** pour négocier des partenariats, débloquer des financements et aligner les contributions infranationales volontaires sur les objectifs nationaux.

## À propos de nous

Regions4 est un réseau mondial de gouvernements infranationaux qui mène des actions dans les domaines du changement climatique, de la biodiversité et du développement durable. **Chez Regions4, nous agissons, nous nous connectons, nous transformons.** Nous agissons en restant proches des territoires que nous servons, en incarnant un changement transformateur sur le terrain. Nous connectons les régions entre elles et avec les Nations Unies, en veillant à ce que leurs voix soient entendues dans les discussions mondiales. Nous transformons en réalisant des progrès réels et localisés en matière de changement climatique, de biodiversité et de développement durable. **Nous avons été créés en 2002 pour représenter les États, les régions et les provinces lors des négociations de l'ONU,** des initiatives de l'Union européenne et des discussions mondiales sur la biodiversité, le changement climatique et le développement durable. **Aujourd'hui, nous représentons de 50+ gouvernements régionaux de plus de 22 pays sur les 5 continents.**

## Favoriser la résilience infranationale grâce à RegionsAdapt

Lancée en 2015, RegionsAdapt est l'initiative mondiale pionnière de Regions4 pour l'adaptation infranationale. Elle rassemble aujourd'hui 84 régions et associations représentant plus de 440 millions de personnes. Elle est au cœur de notre action climatique et aide nos membres à :

- Développer des évaluations des risques climatiques et des plans d'adaptation robustes.
- Défendre la **résilience juste** en intégrant l'équité, la nature et les droits de l'homme dans les stratégies d'adaptation.
- **Collaborer** à deux projets de la Mission de l'UE sur l'adaptation, aidant plus de 150 régions à co-concevoir des voies de résilience systémique.
- **Suivez et présentez les progrès** grâce aux rapports annuels RegionsAdapt, au Subnational Tracker et à la campagne mondiale **#RegionsVoice**.
- Contribuer à la **course à la résilience**, en mobilisant l'action régionale pour renforcer la résilience de 4 milliards de personnes d'ici 2030.

## Plaidoyer pour une gouvernance multiniveau

Regions4 veille à ce que les gouvernements régionaux façonnent les cadres internationaux en :

- Co-diriger le groupe d'adaptation LGMA dans le cadre de la CCNUCC.
- Coordination du Comité consultatif sur les gouvernements infranationaux auprès de la CDB.
- Soutenir le programme CHAMP et collaborer avec le réseau mondial NAP pour impliquer les autorités infranationales dans la planification de l'adaptation.
- Participation au programme d'action de la COP30 sur la gouvernance multiniveaux.
- Agissant en tant que partenaire officiel de la campagne « Course à la résilience » de la CCNUCC.

Grâce à ces plateformes, nous intégrons les perspectives régionales dans la prise de décision mondiale, alignant les objectifs en matière de climat et de biodiversité à tous les niveaux de gouvernement.

## Élargir l'impact au-delà du climat et connecter les agendas mondiaux

Regions4 adopte une approche holistique qui relie le climat, la biodiversité et le développement durable :

- Renforcer l'action en faveur de la biodiversité grâce à [RegionsWithNature](#) et à des ressources de connaissances telles que le Policy Brief of Just Resilience et la [base de données d'études de cas](#).
- Amplifier le leadership régional lors des événements majeurs, des COP de la CCNUCC à la [Conférence des Nations Unies sur les océans de 2025](#).
- Promouvoir la transition verte en s'associant à la campagne PME Climate Proof pour soutenir les petites et moyennes entreprises et [la manière dont les gouvernements infranationaux collaborent avec le secteur privé](#).